

Matata offre son bastion électoral du Maniema à Katumbi

P. 12

ECONEWS

Directeur de Publication : Faustin Kuediasala N° 814 du lundi 27 au mardi 28 nov 2023

Prix : 3.000 FC

Journal en ligne
et Tri-hebdomadaire
d'informations générales

Complexe Nzigi (ex-Muana Nteba),
Local n°50, Kinshasa/Gombe
Tél : +243 81 904 17 63/89 301 93 05
+ 243 903 185 670
E-mail : kuediasala@gmail.com
www.econewsrdc.com
L'info qui fait échos

Présidentielle 2023

Candidat n°20, Félix Tshisekedi à l'assaut du Grand Equateur

P. 2

Desserte en eau potable : 36 millions des Congolais ont désormais accès à l'eau potable

Lors d'un point de presse sur «Les chiffres du Gouvernement», de nouvelles prometteuses ont été annoncées pour les populations de la République Démocratique du Congo (RDC) concernant l'accès à l'eau potable. David Tshilumba Mutombo, directeur général de la REGIDESO, et Patrick Muyaya Katembwe, ministre de la Communication et Médias, ont présenté un bilan encourageant des actions gouvernementales dans le secteur de l'eau, soulignant une amélioration significative depuis 2018.

P. 5



PARLONS-EN

Le doute persiste !

ECONEWS

La République Démocratique du Congo se prépare aux élections prévues le 20 décembre 2023. La campagne électorale bat déjà son plein, malgré des incertitudes qui entourent toujours la tenue effective des élections générales à la fin de cette année. Ces incertitudes soulèvent des préoccupations quant à la crédibilité et à la légitimité de ces scrutins.

Les jours à venir seront cruciaux pour évaluer l'évolution de la situation et pour anticiper les résultats des élections générales. Les enjeux politiques et sociaux liés à ce processus électoral sont d'une importance capitale pour l'avenir de la RDC.

Il est essentiel que ces élections se déroulent de manière transparente, démocratique et pacifique, afin de garantir la... (Lire en page 2)

Retrait unilatéral de la force régionale de l'EAC : Kinshasa seul contre tous !

P. 3

Sous-traitance dans le secteur privé : l'ARSP ouvre bientôt un bureau à Kikwit

P. 4

Présidentielle 2023

Candidat n°20, Félix Tshisekedi, à l'assaut du Grand Equateur

Après le Kongo Central et le Maniema, Félix Tshisekedi, candidat n° 20 à la présidentielle du 20 décembre 2020, est allé le week-end à l'assaut de grandes villes de l'espace Equateur. Première étape : Gemena, sur les terres de Jean-Pierre Bemba où il a eu droit à un accueil délirant. En lice pour renouveler son mandat, Félix Tshisekedi a captivé la population du Sud-Ubangi par un discours empreint de passion dans lequel il a vanté les réussites

de son premier quinquennat à la tête du pays, défendant ses acquis et appelant à la vigilance face aux influences étrangères dans la course électorale. Dimanche, il devait poursuivre son périple à Gbadolite, avant de mettre le cap sur Zongo à la frontière centrafricaine et Boende. C'est par la ville de Mbandaka qu'il a bouclé sa campagne dans le Grand Equateur.

ECONEWS

Le président candidat Félix Tshisekedi est arrivé, samedi en début d'après-midi à Gemena, chef-lieu de la province du Sud-Ubangi, dans le cadre de sa campagne pour la présidentielle du 20 décembre dans cette entité. C'est le quatrième grand espace sociologique visité par le candidat Tshisekedi, après Kinshasa, le Kongo Central et le Maniema de l'espace Grand-Kivu.

Accompagné de la Première Dame Denise Nyakeru Tshisekedi, Félix Tshisekedi a été chaleureusement accueilli au pied de l'avion par les autorités provinciales, avec à leur tête le gouverneur de province, Jean-Claude Mabenze.

Sur place également, la présence de figures éminentes telles que le Vice-Premier ministre, ministre de la Défense nationale, Jean-Pierre Bemba Gombo, le 2^{ème} vice-président du Sénat, Sanguma Temongonde Mossai, et le ministre du Commerce extérieur, Jean Lucien Bussa, a également été notée, renforçant le caractère significatif de cet événement.

Le cortège s'est ensuite déplacé vers la Place Kermesse (Gemena), où une tribune avait été dressée pour l'occasion. Devant une foule dense, Félix Tshisekedi a pris la parole pour rappeler les défis des premières années de son premier quinquennat, marquées par des tumultes politiques qui ont entravé le développement du pays. Il a souligné les efforts déployés pour surmonter ces obstacles, évoquant des réalisations telles que la gratuité de l'enseignement, le programme de développement local de 145 territoires, et la montée en puissance de l'armée.

GEMENA ACQUIS À TSHISEKEDI

Dans un appel vibrant à la population du Sud-Ubangi, Félix Tshisekedi, candidat à sa propre succession, a sollicité le renouvellement de la confiance pour poursuivre et amplifier les progrès en faveur du peuple congolais.

« Nous avons pris l'engagement de travailler pour le développement du pays en créant l'Union sacrée de la na-



Arrivée à Gemena du candidat n°20 à l'élection présidentielle du 20 décembre prochain, Félix-Antoine Tshisekedi...

tion. Grâce à nos efforts, des progrès significatifs ont été réalisés en peu de temps. Je sollicite votre soutien pour un deuxième mandat afin de poursuivre la reconstruction du Congo », a-t-il lancé devant une marée de partisans venus l'écouter.

Dans un discours aux accents patriotiques, Félix Tshisekedi, affectueusement appelé « Fatshi Béton », a mis en garde la population contre les candidats qu'il qualifie de « candidats des étrangers ».

« Protéger notre nation est notre devoir suprême. Les candidats qui ne peuvent pas nommer l'agresseur de notre territoire oriental sont sûrement soutenus par des forces extérieures. Ne vous laissez pas tromper », a-t-il martelé.

La réponse de la foule ne s'est pas fait attendre : l'acclamation générale a donné le ton pour un soutien renouvelé lors du scrutin du 20 décembre prochain.

Dans un contexte politique complexe et des nombreux défis à venir, les électeurs du Sud-Ubangi, convaincus par les arguments du Président sortant, ont fait le choix de consolider les acquis du premier mandat du n°20, en avançant ensemble, avec une vision claire et un but commun vers un avenir où chaque Congolais aura la possibilité de prospérer.

Selon sa direction de campagne, après l'étape de

Gemena dans le Sud-Ubangi, le Président Tshisekedi, continuant de défendre son bilan et de rallier le soutien pour sa campagne de réélection, a poursuivi son itinérance électorale, portant avec lui les espoirs et les aspirations d'un peuple désireux de continuité et de progrès.

« Durant la journée de dimanche 26 novembre, il (le président candidat Tshisekedi) va se rendre successivement dans les villes de Mbandaka (Equateur), Gbadolite (Nord-Ubangi) et Boende, dans la province de Tshuapa », a annoncé dans un tweet, Jacquemain Shabani, co-directeur de la campagne électorale du candidat n° 20.

Comme prévu, Félix Tshisekedi s'est envolé le dimanche matin pour Gbadolite, dans le Nord-Ubangi, où il a tenu des meetings. Il est également prévu qu'il se rende à Boende, puis il se rendra dans la cité de Zongo, à la frontière avec la République Centrafricaine, où le coordonnateur de sa campagne et leader du Mouvement de libération du Congo (MLC), Jean-Pierre Bemba a sensibilisé dans l'avant-midi la population à son accueil.

EN COMMUNION AVEC SON ÉLECTORAT

Près d'une semaine après le lancement de la campagne électorale, le président-candidat a parcouru du lundi au vendredi les villes et territoires du Kongo Central (Matadi, Boma,

Muanda, Tshela, etc), puis Kindu, chef-lieu de la province du Maniema, où il a communiqué avec la population.

Pour sa part, le Premier ministre, Jean-Michel Sama Lukonde, est entré en campagne par la ville de Kamina, chef-lieu du Haut-Lomami (sud-est de la République Démocratique du Congo), où est prévu un meeting à la Place de la gare, en préparation de l'arrivée, ce mercredi, du président candidat.

Vital Kamerhe s'est déjà, de son côté, attaqué à la partie Est du pays, après avoir appelé à voter pour le candidat Félix Tshisekedi, notamment à Kenge (Kwango) et Kikwit (Kwilu).

En Belgique, la campagne du président candidat Tshisekedi dans la diaspora de la République Démocratique du Congo a été lancée, vendredi à Bruxelles, par une conférence-débat sur le thème « Bilan et perspectives du Chef de l'État », animée par le prof André Mbata, 1^{er} vice-président de l'Assemblée nationale.

Pour rappel, la présidentielle de 2023, prévue le 20 décembre, verra s'affronter 26 candidats dont deux femmes, alors que celle de l'année 2018 en comptait 21, parmi lesquels une seule femme. La RDC en est à sa quatrième expérience après les élections démocratiques organisées en 2018, 2011 et 2006.

PARLONS-EN

Le doute persiste !

(Suite de la Une)

légitimité du prochain gouvernement et de renforcer la confiance des citoyens dans le processus démocratique en République Démocratique du Congo.

Il est également important que toutes les parties prenantes, y compris les différents acteurs politiques et la Société civile, s'engagent dans un dialogue constructif pour assurer des élections libres et équitables. La stabilité et la prospérité de la RDC dépendent en grande partie de la tenue de ces élections dans le respect des principes démocratiques.

Enfin, il est crucial que le prochain gouvernement élu s'engage à promouvoir la bonne gouvernance, à lutter contre la corruption et à garantir les droits fondamentaux de tous les citoyens. Ces élections représentent une opportunité pour la RDC de consolider sa démocratie et de mettre en place des réformes essentielles pour le développement du pays. Il est donc impératif que tous les acteurs impliqués dans ce processus agissent de manière responsable et dans l'intérêt supérieur du pays.

Avec les élections du 20 décembre 2023, la RDC a rendez-vous avec l'Histoire. C'est son avenir qui est en jeu. Car, tout glissement du cycle électoral va plonger le pays dans une période d'incertitude, alors que l'Est du pays reste toujours fragile.

La tenue d'élections libres, transparentes et crédibles est donc essentielle pour renforcer la stabilité politique et sociale de la RDC et pour permettre au pays de se concentrer sur son développement économique et social.

La communauté internationale a également un rôle crucial à jouer en surveillant de près le déroulement des élections et en fournissant un soutien technique et financier pour garantir leur bon déroulement. La RDC a besoin de cette solidarité internationale pour consolider sa démocratie et pour mettre fin aux conflits armés qui ont ravagé l'Est du pays pendant des décennies.

Pour le moment, le doute persiste sur le respect de la date cruciale du 20 décembre 2023, prévue pour la tenue des élections générales qui incluent la présidentielle, les législatives nationales et provinciales ainsi que les municipales.

Félix Tshisekedi interrompt sa campagne : direction Dubaï, à la COP28

Le président-candidat Félix Tshisekedi devrait suspendre provisoirement dès le début de cette semaine sa campagne électorale pour se rendre à Dubai, aux Emirats Arabes Unis, où s'ouvre ce jeudi 30 novembre la 28^{ème} Conférence des Parties sur le Climat de l'ONU (COP 28), prévue du 30 novembre au 12 décembre 2023. C'est sur son compte X (ex-twitter) que Mme Tina Salama, son porte-parole, a annoncé cette suspension, indiquant que Félix Tshisekedi ne devait passer que 24 heures aux Emirats Arabes Unis.

HUGO TAMUSA

Entre la campagne électorale et la COP28 qui s'ouvre ce jeudi 30 novembre à Dubai, le président-candidat à la présidentielle du 20 décembre prochain a décidé de suspendre momentanément sa campagne pour porter la voix de la RDC à cet important rendez-vous annuel sur le climat.

C'est sur son compte X (ex-twitter) que Mme Tina Salama, son porte-parole, a fait part de la suspension de campagne de Félix Tshisekedi, sans autre précision.

« Pour assurer la continuité de l'État, le Président de la République, Champion de la cause climatique, va porter l'étendard de la RDC à la COP28. Très attendu par sa population sur toute l'étendue de la République dans le cadre de la campagne électorale, ce séjour sera bref de 24h », a écrit Mme Tina Salama.

Avec cette suspension de campagne, le candidat Félix Tshisekedi a donc annulé – en tout cas pour l'instant – les étapes d'Isiro, Bunia, Lubumbashi, Kasumbalesa, Sakania, Likasi, Kolwezi, Kamina et Kalemie



C'est au stade des Martyrs que Félix Tshisekedi a lancé sa campagne pour la présidentielle du 20 décembre 2023.

qu'il devait déjà entamer dès le début de cette semaine.

Va-t-il les récupérer à son retour de Dubai ? Nul ne le sait.

Quoi qu'il en soit, Félix Tshisekedi reste toujours en course pour son second mandat présidentiel. Il peut notamment compter sur ses princi-

aux collaborateurs qui font le travail à sa place sur le terrain. Il s'agit spécialement de Jean-Pierre Bemba qui a pris en charge le Grand Equateur, Vital Kamerhe et Modeste Bahati qui se chargent du Grand Kivu, Jean-Michel Sama Lukonde et Dany Banza pour

le Grand Katanga ainsi que Christophe Mboso pour le Grand Bandundu.

Sur papier, Félix Tshisekedi mène dans les sondages, spécialement face à son principal challenger, en l'occurrence Moïse Katumbi Chapwe.

Du 30 novembre au 12 décembre, tous les regards seront braqués sur Dubai, qui accueillera la COP28. Pour cette édition, 70.000 participants venus des quatre coins du monde sont attendus. L'agenda particulièrement chargé portera naturellement sur des thématiques telles que le développement de fonds d'aide, l'implication grandissante des nations en développement, la diminution progressive de la dépendance aux énergies fossiles, ainsi que l'accélération de la transition énergétique. Un autre point clé sera l'évaluation globale des progrès réalisés dans le cadre de l'Accord de Paris, depuis son entrée en vigueur en 2015.

Retrait unilatéral de la force régionale de l'EAC : Kinshasa seul contre tous !

ECONEWS

Les Chefs d'Etat membres de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) ont pris acte vendredi du départ de la force régionale de la République Démocratique du Congo, au cours du 23^{ème} sommet ordinaire tenu à Arusha, en Tanzanie, a appris l'ACP de source présidentielle.

« Le 23^{ème} sommet des chefs d'Etat de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) a pris acte du refus de la RDC de renouveler le mandat de la force régionale de l'EAC au-delà du 8 décembre 2023 », précise le communiqué final du sommet. Cette décision a été prise à l'issue de plus de 4 heures de discussions à huis clos entre chefs d'Etat, annonce l'ACP.

Le vice-Premier ministre de la Défense, Jean-Pierre Bemba, qui a représenté le président Félix-Antoine Tshisekedi, le ministre d'Etat à l'Intégration régionale Antipas Mbusa Nyamwisi et le haut-représentant du Chef de l'Etat, Serge Tshibangu, « ont bataillé dur pour faire passer cette décision souveraine du pays, telle que voulue par le président de la République Félix Antoine Tshisekedi Tshilo-mbo », a affirmé la source. « Avec l'entérinement de cette décision par les chefs d'Etat, la page de la force régionale de l'EAC

est définitivement tournée », précise-t-on.

Toutefois, le sommet a recommandé la tenue d'une réunion des chefs d'Etat-major de l'EAC pour valider le plan de désengagement. Cette réunion devrait connaître la participation des responsables militaires de la SADC appelée à remplacer la force est-africaine. « C'est un motif de satisfaction pour le gouvernement congolais », a déclaré un des membres de la délégation de la RDC, estimant que « la décision souveraine de la RDC a été entendue ».

KINSHASA EN MAUVAISE POSTURE

Contre l'avis des chefs d'Etat et de gouvernements de l'EAC, Kinshasa est donc allée en solitaire, exigeant le départ dès le 8 décembre prochain de la force régionale de l'EAC. Une position qui met Kinshasa en difficulté, pour autant qu'il se retrouve seul contre tous.

En effet, pareille décision devait passer préalablement en délibération devant la plénière des chefs d'Etat et de gouvernements de l'EAC. Ce qui n'a pas été le cas. On comprend dès lors ce qui aurait motivé l'absence du Président Félix Tshisekedi à ce Sommet d'Arusha, au moment où le protocole avait pris toutes les dispositions pour un tête-à-

tête avec son homologue rwandais Paul Kagame.

Dans les milieux des analystes, on pense que Félix Tshisekedi est « rattrapé aujourd'hui par ses propres turpitudes », rappelant que « les forces de l'EAC ne quitteront jamais la RDC ».

Sur la toile, un analyste s'exprime en ces termes : « Félix Tshisekedi a séché cette réunion. Il a été représenté par Jean-Pierre Bemba Gombo, vice Premier-ministre de la Défense. Tshisekedi était le seul absent à cette réunion des chefs d'Etats de l'EAC ».

Selon lui, les chefs et de gouvernements de l'EAC, présent à Arusha, en Tanzanie, n'ont pas adhéré à la demande de Kinshasa.

« Avec ce rejet, pense cet analyste, désormais il est clair et évident que les troupes de la SADC tant annoncées en RDC ne viennent pas ». Et d'enchaîner : « Il y a déjà un problème. Tshisekedi avait déclaré que le 8 décembre 2023 le mandat de l'EAC ne sera plus jamais renouvelé. Une décision unilatérale qu'il a prise tout seul sans le consentement de ses pairs de l'EAC qui disent tout haut que la RDC fait partie de leur communauté et aucun seul pays membre ne doit prendre une décision unilatérale pour déstabiliser la communauté sans avoir le quitus de tous les autres pays

membres ».

Il imagine le scénario possible après le 8 décembre : « Les forces de l'EAC ne quitteront jamais l'Est de la RDC le 8 décembre 2023. Un bras de fer entre ces pays et Kinshasa est donc engagé. Ça s'annonce très mal pour la RDC ! »

LA SOMALIE ADHÈRE À L'EAC

Par ailleurs, le sommet d'Arusha a aussi pris acte de l'adhésion de la Somalie à l'organisation Est-Africaine. Au cours de ce sommet, le président du Burundi a cédé le bâton de commandement à son homologue Salva Kiir du Soudan du Sud.

Avec l'adhésion de la Somalie dans l'EAC, il ne faut plus exclure l'hypothèse que la Somalie décide, à son tour, de déployer ses forces armées dans l'Est de la RDC pour traquer les rebelles de l'ADF dont certains font partie des Shebabs qui entretiennent le terrorisme en Somalie.

Lors de son 22^{ème} sommet, à Bujumbura, la Communauté est-africaine avait prolongé le mandat de ses troupes dans l'Est de la RDC jusqu'au 8 septembre 2023.

« Les chefs d'Etat avaient félicité le président Félix Tshisekedi pour son engagement dans la restauration de la paix dans la partie orientale de la RDC,

et se sont accordés sur la prolongation de l'accord sur le statut des forces (SOFA) pour 6 mois, du 8 mars au 8 septembre 2023, afin de consolider les gains obtenus par la Force régionale est-africaine », avait-on souligné dans le communiqué final.

Les chefs d'Etat et de gouvernements avaient en outre, « condamné, avec force, les violations du cessez-le-feu dans l'Est de la RDC, et enjoint la Force régionale de l'EAC à prendre des mesures pour arrêter leur répétition ».

En octobre dernier, le gouvernement congolais avait, par l'entremise de Jean-Pierre Bemba, vice-Premier ministre de la Défense, formulé la demande du départ de la force de l'EAC du territoire congolais, au cours d'une réunion extraordinaire du conseil sectoriel de cette organisation en matière de défense.

A ce propos, Kinshasa avait, notamment estimé que cette dernière n'a pas convenablement rempli sa mission de restauration de la paix dans l'Est, aux côtés des FARDC. Le contrat du déploiement de cette force avait été signé entre l'EAC et l'Etat congolais en septembre 2022, à Arusha, en Tanzanie. Plus d'une année après, Kinshasa n'en veut plus et réclame son retrait du territoire congolais. Ce qui ne sera pas facile à actionner.

Présidentielle : Denis Mukwege, le Nobel de la Paix, lance sa campagne à Bukavu

Dans un élan d'espoir pour un pays longtemps meurtri par les conflits, le docteur Denis Mukwege, célèbre gynécologue et lauréat du prix Nobel de la paix, a officiellement lancé sa campagne électorale pour la présidentielle devant une foule fervente à la Place de l'indépendance de Bukavu, sa ville natale.

TIGHANA MASIALA

Vêtu de blanc, symbole de paix et d'unité, et accompagné de son épouse, le docteur Mukwege a partagé avec émotion les motivations profondes de sa candidature. «*Depuis 1993, nous vivons dans une situation de guerre... une guerre qui n'est pas la nôtre* », a-t-il déclaré, rappelant ses efforts inlassables pour défendre les droits humains et soigner les victimes des violences qui ravagent la République Démocratique du Congo (RDC) depuis des décennies.

Portant le numéro 15, Mukwege a promis de mettre fin à la guerre, à la faim et aux violences qui sévissent dans le pays. Il a placé la sécurité nationale au cœur de son programme électoral, affirmant qu'une armée « structurée et modernisée » est essentielle pour défendre la patrie et dissuader les ingérences étrangères. «*C'est nous qui payons le prix de ce qui s'est commis dans leur pays. Nous refusons cela !* », a-t-il

proclamé, rejetant la présence de forces étrangères dans l'Est de la RDC.

Le docteur Mukwege, dont la réputation internationale en tant que défenseur des droits des femmes et des victimes de violences sexuelles liées aux conflits est incontestée, a également souligné l'importance du développement national. Il a promis de s'attaquer aux problématiques essentielles telles que la sécurité alimentaire, l'éducation et la revitalisation de l'économie congolaise.

Sa candidature suscite un mélange d'espoir et de scepticisme dans un pays où la politique a souvent été marquée par des promesses non tenues et une instabilité chronique. Cependant, la stature morale de Mukwege et son engagement indéfectible envers les droits humains pourraient bien lui valoir un soutien populaire significatif.

Alors que la campagne électorale prend son envol, les yeux sont rivés sur ce candidat atypique, dont le parcours, de médecin à potentiel dirigeant du



Le candidat Denis Mukwege salue chaleureusement des sympathisants lors de son arrivée pour son meeting de campagne à Bukavu

pays, pourrait marquer un tournant historique pour la RDC. Le docteur Mukwege se positionne

non seulement comme un candidat à la Présidence de la République, mais aussi comme un

symbole d'une lutte pour la dignité, la paix et la prospérité d'une nation longtemps éprouvée.

Sous-traitance dans le secteur privé : l'ARSP ouvre bientôt un bureau à Kikwit

A mener le plus grand nombre d'entrepreneurs congolais à bénéficier des avantages qu'offre la sous-traitance. C'est le défi que s'est fixé le directeur général de l'ARSP (Autorité de régulation de la sous-traitance dans le secteur privé), Miguel Kashal Katemb.

Après avoir ouvert un bureau de liaison à Goma, chef-lieu de la province du Nord-Kivu, Miguel Kashal vient de poser le même geste à Kikwit, dans la province du Kwilu, avec l'objectif d'étendre les activités de l'Autorité de régulation de la sous-traitance dans le secteur privé (ARSP) dans ce coin du pays.

Soucieux de prêcher avec force l'indépendance économique de la RDC par le développement de la vraie classe moyenne, selon la vision du Chef de l'Etat congolais, Félix Tshisekedi, il a tenu un rassemblement populaire à Kikwit.



Accompagné de son adjointe, Georgine Madiko, le gendarme de la sous-traitance congolaise a demandé à toute la population de Kikwit de s'approprier la vision du Président Félix

Tshisekedi axée sur la promotion de l'entrepreneuriat.

«*L'ARSP n'était pas connue par la plupart des Congolais alors que le secteur de la sous-traitance est providentiel pour l'économie de notre pays*

et la création d'emplois. C'est sous l'impulsion du Chef de l'Etat que nous sommes ici à Kikwit dans le cadre de la vulgarisation et de la sensibilisation de la Loi sur la sous-traitance. Cela pour que vous ayez l'informa-

tion et que vous soyez formés. Bientôt, nous allons ouvrir notre bureau provincial ici pour être plus près de vous afin de vous accompagner et vous permettre d'avoir accès aux marchés», a déclaré Miguel Katemb.

Et d'ajouter : «*Que les jeunes qui sont ici développent plutôt la culture de l'entrepreneuriat afin de réduire le taux de chômage. Je vous invite à renouveler votre confiance au Chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi, pour lui permettre de poursuivre avec les réformes et cet élan de développement auquel nous assistons, voilà pourquoi il mérite nos encouragements.*»

Lors de ce meeting, Miguel Kashal a annoncé l'installation imminente d'une direction de l'ARSP à Kikwit pour toute la province du Kwilu.

A noter que l'ARSP a récemment ouvert une représentation dans la province du Nord-Kivu.

Avec zoom-eco.net

Desserte en eau potable : 36 millions des Congolais ont désormais accès à l'eau potable

Lors d'un point de presse sur «Les chiffres du Gouvernement», de nouvelles prometteuses ont été annoncées pour les populations de la République Démocratique du Congo (RDC) concernant l'accès à l'eau potable. David Tshilumba Mutombo, directeur général de la REGIDESO, et Patrick Muyaya

Katembwe, ministre de la Communication et Médias, ont présenté un bilan encourageant des actions gouvernementales dans le secteur de l'eau, soulignant une amélioration significative depuis 2018.

TIGHANA MASIALA

Le Directeur général de la REGIDESO, David Tshilumba Mutombo et le Ministre de la Communication et Médias, Porte-parole du Gouvernement, Patrick Muyaya Katembwe, ont co-animé un point de presse intitulé «Les chiffres du Gouvernement» autour du thème « Bilan en chiffres et perspectives des actions du Gouvernement dans le secteur de l'eau ».

Dans son mot introductif, le DG de la REGIDESO a souligné les progrès remarquables réalisés dans l'amélioration du taux de desserte en eau potable, s'appuyant sur des chiffres depuis 2018. Il a vanté les mérites des projets exécutés dans l'augmentation de la capacité de production de la REGIDESO. Le secteur privé et les compagnies dans les ressources naturelles ont également apporté leur contribution.

«Nous avons accompli des progrès remarquables, permettant à 10 millions de Congolais supplémentaires d'avoir accès à l'eau potable. Bien que le parcours soit encore long, l'ajout de près de 11 millions de personnes en cinq ans est une réalisation colossale», a-t-il déclaré avec fierté.

«Le chemin est encore long, mais cette réalisation de près de 11 millions de personnes en cinq ans est colossale», a déclaré David Tshilumba avec une note d'optimisme palpable. Ces chiffres ne sont pas des statistiques inertes, mais le reflet d'une amélioration tangible de la qualité de vie de mil-



Le directeur général de la REGIDESO, David Tshilumba Mutombo.

lions de Congolais.

Depuis 2018, la RDC a mis en œuvre des projets ambitieux pour augmenter la capacité de production d'eau

potable, et les résultats parlent d'eux-mêmes. La capacité de production journalière a grimpé de façon spectaculaire, passant de plus d'un

million à près de 1 450 000 mètres cubes d'eau. Cette expansion de la desserte ne se limite pas aux efforts de la Regideso, mais inclut éga-

lement les contributions significatives du secteur privé et des entreprises exploitant les ressources naturelles du pays.

David Tshilumba a également mis en avant l'adoption de technologies numériques par la REGIDESO, notamment le paiement des factures en ligne, qui témoigne d'une modernisation de l'entreprise et de son engagement envers l'innovation. La mise en place de solutions telles que la REGIDESO, pour un bureau sans papier, et une solution juridictionnelle pour une gestion intelligente des contentieux, illustre une volonté de rendre l'entreprise plus efficace et transparente.

Cette nouvelle ère d'accès à l'eau potable n'est pas seulement une victoire pour la santé publique, mais aussi un moteur de développement économique et social. L'eau, source de vie, devient ainsi un vecteur de prospérité et d'équité pour le peuple congolais.

Les répercussions de cette avancée s'étendent au-delà des chiffres : elles marquent l'émergence d'une nation résolument tournée vers l'avenir, prête à relever les défis de demain avec une population en meilleure santé et plus résiliente.

La RDC, avec cette réalisation, s'inscrit en exemple dans la lutte pour l'accès universel à l'eau potable et démontre qu'avec une vision claire et des investissements ciblés, les objectifs de développement durable sont à portée de main.

Amélioration de la desserte en eau potable en RDC					
DESCRIPTION	UNITÉS	2018	2022	2023	2025
Capacité nominale de production	m3/an	378 925 785	488 269 362	528 419 362	560 659 362
Capacité nominale de production	m3/jour	1 038 153	1 337 724	1 447 724	1 536 053
Population desservie	Nombre	25 953 821	33 443 107	36 193 107	37 237 650
Taux de desserte basé sur 100 millions d'habitants		25,4%	32,8%	35,5%	36,5%



PROJETS EXECUTES DE 2019 À 2023

AVEC
WWW.REGIDESO.CD
OU
*4020#

Payer sa facture n'a jamais été aussi pratique !

Simple - Rapide - Sécurisé - Fiable

Plateforme de paiement des factures

REGIDESO.S.A. REGIPAY

VISA money order M-Pesa Airtel Money EcoCash TMB

Tribune par **Laurent Mendy, PDG de Renew Tech**

Energie : l'hydrogène, une opportunité décisive pour l'Afrique

Alors que la 28^e conférence mondiale sur le climat (COP28) démarre à Dubaï le 30 novembre, le patron de la startup Renew Tech rappelle la nécessité pour l'Afrique de renforcer ses efforts dans la filière de l'hydrogène pour accélérer la transition énergétique.

Wangari Muta Maathai, celle qu'on surnommait «la maman des arbres» s'est battue toute sa vie pour préserver la flore. «La captation du CO₂ par les arbres nous permet de mieux respirer», ne cessait de rappeler cette figure tutélaire du mouvement écologique en Afrique.

Décédée en 2011, Wangari Muta Maathai aurait certainement aimé entendre qu'une solution existe pour retraiter le CO₂ et transformer ces déchets de matières organiques en une énergie capable d'alimenter les maisons, les entreprises au lieu d'abattre des arbres. La femme politique kényane - prix Nobel de la Paix en 2004 aurait sûrement applaudi de ses deux mains l'émergence de ces solutions.

UNE SOURCE D'OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES

Aujourd'hui, le monde semble enfin l'écouter à titre posthume en se tournant vers l'hydrogène. L'économie verte, telle qu'on la surnomme aujourd'hui, est enfin considérée par les différentes autorités comme étant une source d'opportunités économiques pour l'Afrique. Paul Kagame, le président rwandais, l'affirme : «L'Afrique a raté la révolution industrielle. Elle ne peut pas manquer le grand rendez-vous de l'émergence économique, basée

sur la technologie et les énergies renouvelables».

Aujourd'hui, il est heureux de constater les nombreux partenariats en cours, où plusieurs pays sont à la pointe. La Mauritanie qui a lancé plusieurs programmes de recherches, le Maroc sous l'impulsion du Roi Mohammed VI qui a créé une fédération nationale pour l'hydrogène. La Namibie a ainsi signé un accord de coopération avec un consortium franco-allemand Hyphen Hydrogen Energy. Windhoek compte ainsi sur ces partenariats pour multiplier par trois son PIB d'ici 2030 grâce à son industrie d'hydrogène.

Pourtant, un enjeu demeure : la captation des talents. Et ce n'est pas faute d'avoir de jeunes startups prometteuses implantées sur le continent. On en dénombre 500, réparties sur une trentaine de pays pour des levées de fonds qui ont atteint en cumulé 1,17 milliard de dollars en 2022. Mais une question reste en suspens : la formation des jeunes dans un continent où 70 % des étudiants sortent avec peu de perspectives professionnelles du système scolaire et universitaire. Aujourd'hui, l'hydrogène et la technologie peuvent donc représenter un espoir d'essor économique pour de jeunes adultes férus de technologies ou de transition énergétique.



Comme chez Renew Tech et notre projet FlorAfrica, nous sommes nombreux à impulser une dynamique en faveur de nos écosystèmes. C'est pourquoi je salue plusieurs initiatives comme les programmes de formations en lien avec les universités ivoiriennes lancés par Philibert Dutrieux, CEO d'Ivoire Hydrogène à Abidjan. Dans le même esprit, nous devons aussi saluer le partenariat entre All On Hub et le Nigeria Climate Innovation Center qui incubent 8 projets de clean startup cette année avec des dotations pouvant atteindre les 80.000 USD par startups.

LA NÉCESSITÉ DE PARLER D'UNE MÊME VOIX

Alors que la COP28 de Dubaï se profile à l'horizon, il nous appartient en tant qu'entrepreneurs de ce monde de parler d'une même voix. C'est pourquoi nous appelons, chez

Renew Tech, à la création d'une fédération internationale représentative de toutes les innovations en lien avec la décarbonation à travers le monde. L'opportunité nous est aussi offerte ensemble de mettre sur pied des laboratoires de recherches d'excellences partout sur le continent, dans des hubs régionaux, avec l'implication des grands groupes internationaux, des acteurs publics et des partenaires étrangers. L'Afrique devra chaque année produire plus de 400.000 chercheurs dans l'hydrogène pour impacter sur l'ensemble des écosystèmes continentaux et internationaux.

En ces temps de COP, il est dans notre intérêt d'accentuer nos réflexions sur la formation des écosystèmes et de ceux qui y contribueront. C'est ce message qu'il nous faut porter auprès des décideurs publics et transna-

tionaux présents dans la «zone bleue» (dans le cadre de la COP28, ce terme désigne la zone de la conférence uniquement réservée aux délégations gouvernementales et aux négociateurs, par opposition à la «zone verte», qui est ouverte aux membres de la société civile, nldr), à l'occasion de la journée Afrique.

C'est ensemble que nous gagnerons alors que la défaite d'un d'entre nous sera une chute pour tous les membres de nos écosystèmes, en Afrique comme à travers le monde. Le jeu en vaut la chandelle. Plusieurs rapports indiquent que l'Afrique pourrait produire 4 millions de tonnes d'hydrogène vert par an d'ici 2030. Si nous souhaitons véritablement réaliser cette prophétie pour créer des opportunités économiques pour la jeunesse, c'est maintenant que cela se joue.

AVEC FORBES AFRIQUE

COP28 : l'ombre des lobbys des énergies fossiles plane toujours sur la conférence climat

Plusieurs centaines de personnes liées aux énergies fossiles avaient assisté aux pourparlers de la COP27, en 2022, en Egypte. Cette tendance pourrait se renforcer lors de la conférence de Dubaï, d'autant que de nombreux pays intègrent dans leur délégation des représentants des compagnies pétrolières ou gazières nationales.

A grand renfort de déclarations soigneusement pesées et de «lettres aux parties» équilibrées, le président de la prochaine conférence sur le climat (COP28), Sultan Al-Jaber, essaye de donner des



Des affiches représentant Sultan Al-Jaber, président de la COP28 et de la compagnie pétrolière Adnoc, à Bonn (Allemagne), le 8 juin 2023, pendant la session intermédiaire des négociations climatiques. MARTIN MEISSNER/AP

lueurs d'espoir aux défenseurs de la cause climatique : le sommet qui s'ouvre ce jeudi

30 novembre à Dubaï, aux Emirats arabes unis, ne sera pas celui des lobbys pétroliers.

Pourtant, mois après mois, des ombres viennent ternir cette communication.

En juin, le quotidien britannique The Guardian a révélé que la présidence de la COP s'est servie des serveurs de la principale compagnie pétrolière émiratienne, Adnoc, pour envoyer et recevoir des e-mails. L'entreprise a donc pu consulter les messages destinés à la présidence. Une proximité dérangeante alors que la nomination de Sultan Al-Jaber, la principale figure de cette COP, avait été très critiquée à cause de sa double casquette : il préside aussi la compagnie pétrolière nationale.

Début novembre, le fil

anglophone de l'Agence France-Presse démontre, après la consultation de documents internes, que le puissant cabinet de conseil McKinsey aide l'équipe de M. Al-Jaber à préparer le sommet en proposant des scénarios de transition énergétique, comme la réduction de la part du pétrole de 50 % en 2050. Une trajectoire en totale contradiction avec les alarmes des scientifiques.

Omnipotent, McKinsey travaille aussi pour de nombreuses multinationales des énergies fossiles. Une autre forme de mélange des genres.

AVEC LE MONDE

La Liberté d'expression en RDC : un précieux droit mis en péril

La République Démocratique du Congo (RDC), une nation riche en ressources naturelles et culturelles, est aux prises avec de profonds défis, dont celui crucial de la liberté d'expression. Malgré quelques avancées démocratiques notables récemment, ce droit fondamental reste sous une constante menace dans le pays.

ECONEWS

En prévision des élections de décembre 2023, les tensions montent crescendo entre les opposants politiques et les partisans du pouvoir en place. Les rues résonnent des voix des acteurs politiques revendiquant diverses causes, témoignant ainsi de la vitalité démocratique. Cependant, cette dynamique démocratique est ébranlée par la répression des manifestations publiques et la réduction des espaces de parole et d'opinion.

L'un des principaux obstacles à la liberté d'expression en RDC réside dans les restrictions légales et réglementaires. Des lois ambiguës sur la diffamation et la sécurité nationale sont souvent utilisées pour museler les voix dissidentes, notamment celles des journalistes, des défenseurs des droits de l'homme et des opposants politiques. Les arrestations arbitraires, les détentions prolongées sans procès et les actes d'intimidation sont monnaie courante, dissuadant toute critique envers le gouvernement ou les puissants.

De surcroît, la violence à l'encontre des opposants politiques, des journalistes et des médias demeure un problème persistant en RDC. Ces acteurs sont régulièrement menacés, agressés, arrêtés voire assassinés pour avoir simplement exercé leur métier ou exprimé leurs opinions. Ces attaques et répressions visent à intimider et à réduire au silence ceux qui osent dénoncer les abus de pouvoir, la corruption ou les violations des droits de l'homme.

Les autorités ciblent spécifiquement les artistes, les journalistes, les membres de l'opposition politique et les analystes politiques.

L'arrestation des oppo-

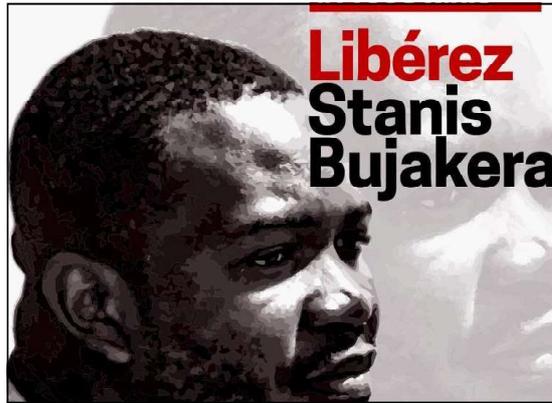
sants politiques au pouvoir en place, notamment les membres de « Ensemble pour la République » de Moïse Katumbi, ceux du FCC de Joseph Kabila, de l'Écité de Martin Fayulu, de l'Envol de Delly Sessanga et ceux de Franc Diongo, témoigne d'une escalade des tensions politiques dans le pays.

Le 1er mai, des agents du renseignement ont arrêté Lens Omelonga, membre du parti politique d'opposition Envol, qu'ils ont accusé d'avoir retweeté un post critiquant la fondation de la première dame. Le 30 octobre, Lens Omelonga a été condamné à sept mois de prison pour diffamation. Il a été libéré le 2 décembre.

Le 30 mai, des agents du renseignement militaire ont arrêté Salomon Kalonda, bras droit de l'un des principaux chefs de l'opposition, Moïse Katumbi, sur le tarmac de l'aéroport de N'djili à Kinshasa. Il est accusé d'être en contact avec le groupe armé M23 et ses soutiens rwandais.

Le 17 juin, des agents des services de renseignement ont arrêté des mobilisateurs et cadres du Front Commun pour le Congo fidèles à l'ancien président Joseph Kabila, dont Constantin Kasereka, Joseph Said Kambere et Fidèle Banza. Ils ont été interrogés sur les « soutiens de Joseph Kabila au M23 » et ses relations avec le Rwanda. Détenu pendant deux semaines, ils ont été libérés le 3 juillet.

Le 20 juin, des membres de la Garde républicaine, une unité militaire chargée de protéger le président, ont arrêté le membre de l'opposition et candidat à l'élection présidentielle Franck Diongo à Kinshasa, l'accusant de détention illégale d'arme. Il a été détenu au quartier général des renseignements militaires puis transféré à la prison militaire de Ndolo le 8 juillet



après avoir été entendu par un tribunal militaire. Il a été libéré sans inculpation le 15 juillet.

Chérubin Okende, 61 ans, membre du parlement et porte-parole du parti politique de Moïse Katumbi, a été retrouvé mort, blessé par balles, dans sa voiture à Kinshasa le 13 juillet. Le gouvernement congolais a procédé à deux arrestations (le chauffeur de Chérubin Okende, libéré après trois mois de détention, et son garde du corps, toujours détenu) a dénoncé un « assassinat » et a mis en place une commission d'enquête. Des experts médico-légaux de la MONUSCO, des officiers de police des Nations Unies ainsi que des experts sud-africains et belges ont fourni leur aide à la commission. Toutefois, les circonstances du meurtre de Chérubin Okende ne sont tou-



jours pas connues.

Le 12 août, trois mobilisateurs et cadres du FCC de Joseph Kabila (Armand Kanda, Joseph Said Kambere et Bertin Ngimbi) ont été arrêtés. Relâchés après 17 jours de détention, ils étaient accusés de diffamation et propagation des faux bruits.

Le 30 août, les troupes gouvernementales ont abattu au moins 57 personnes et en ont blessé de nombreuses autres à Goma lors d'une opération visant à faire appliquer une interdiction de manifester. Une secte mystico-religieuse appelée Foi naturelle judaïque et messianique vers les nations avait organisé une manifestation pour appeler la MONUSCO et la force régionale de la Communauté de l'Afrique de l'Est (East African Community, EAC) à quitter le

pays, mais les autorités avaient interdit le rassemblement.

La répression gouvernementale a également eu des répercussions sur la couverture médiatique des partis d'opposition, des journalistes ayant fait l'objet de menaces ou d'agressions physiques lorsqu'ils couvraient des événements politiques.

Lors des manifestations de l'opposition, des journalistes, notamment Patient Ligodi, dont les images d'agressions ont fait le tour du monde, ont été victimes d'attaques par des éléments des services de sécurité.

L'arrestation, le 8 septembre 2023, du journaliste le plus suivi du pays, Stanis Bujakera – directeur adjoint du média en ligne congolais Actualite.cd, reporter pour Jeune Afrique et l'agence de presse internationale Reuters – alors qu'il attendait de prendre un vol à l'aéroport international de N'djili, à Kinshasa. Toujours en détention et son procès est en cours. Il fait face à plusieurs chefs d'accusation, y compris « falsification et usage de faux » ainsi que « propagation de faux bruits ».

Face à ces attaques et agressions, plusieurs membres de l'opposition et des journalistes ont choisi d'aller vivre à l'étranger craignant pour leur vie.

La communauté internationale doit maintenir la pression sur le gouvernement congolais pour qu'il respecte ses engagements en matière de droits de l'homme et de libertés fondamentales. Les sanctions ciblées, les déclarations publiques et le soutien aux organisations de la société civile peuvent jouer un rôle crucial pour accroître la responsabilité et promouvoir le changement.

En conclusion, malgré quelques avancées, la liberté d'expression reste un défi majeur en République Démocratique du Congo. Pour progresser vers une société plus ouverte, inclusive et démocratique, il est impératif de protéger et de promouvoir ce droit fondamental pour tous les citoyens congolais.

Grâce à l'accompagnement de l'ANAPI et de l'ARSP, le cabinet d'avocats Gauvin & Raji s'implante à Kinshasa

Spécialiste de la réglementation bancaire, le cabinet Gauvin & Raji va ouvrir un bureau en RDC, où il accompagnera l'implantation d'un groupe canadien actif dans la sous-traitance minière.

Installé à Paris et Casablanca, le cabinet d'avocats Gauvin & Raji a prévu d'ouvrir tout prochainement un bureau à Kinshasa. Un pari pour ce cabinet encore peu coutumier de

l'écosystème congolais, concentré sur le secteur bancaire et financier en Europe et au Maghreb. Ses deux associés, Alain Gauvin (un ancien d'Asafo & Co, le cabinet de Pascal Agboyibor) et Kawtar Raji-Briand, ont pris la décision très rapidement dans la foulée de leur venue à la dernière édition de « DRC Mining Week », la grand-messe des miniers en RDC, qui s'est tenue en juin à Lubumbashi.

S'il garde en ligne de mire le potentiel du secteur bancaire congolais, Gauvin & Raji entend accompagner l'arrivée dans le pays d'un acteur spécialisé dans l'extraction minière, en l'occurrence le groupe canadien Procan. Ce dernier est déjà présent sur le continent, plus particulièrement au Maroc, où il œuvre pour le compte de l'Office chérifien des phosphates (OCP). Des activités pour lesquelles Procan

s'appuie déjà sur l'expertise juridique de Gauvin & Raji.

En RDC, le groupe entend se positionner en créant une joint-venture avec des acteurs locaux, dont les identités demeurent sujettes à caution.

Pour préparer son implantation congolaise, la société canadienne et ses conseils au sein de Gauvin & Raji se sont rapprochés de deux instances. La première s'avère être l'Agence na-

tionale pour la promotion des investissements – l'ANAPI, sous la houlette d'Anthony Nkinzo Kamole. La seconde – l'Autorité de régulation de la sous-traitance dans le secteur privé (ARSP), dirigée par Miguel Katemb Kashal – veille au respect de la loi obligeant les entreprises actives dans la sous-traitance à être détenues à au moins 51 % par des Congolais.

AVEC AFRICA INTELLIGENCE

Retrait - non retrait de la force régionale EAC : Arusha sonne le glas de la diplomatie dite agissante

Longtemps présentée pour besoin de propagande comme la recette miracle pour sortir le pays de l'isolement, la diplomatie dite agissante aura finalement accouché d'un mirage, plongeant ainsi le pays dans un vide diplomatique qui couvrira de honte et ceux qui l'ont initiée, et ceux qui l'ont encensée en dépit de nombreuses mises en garde de l'opinion publique.

En son temps, des voix s'étaient élevées pour dénoncer et non sans raison, l'adhésion impulsive de la RDC à l'organisation sous-régionale (Est African Community - EAC), qui n'était ni opportune ni urgente. Hélas, personne n'a été écouté. Résultat : le pays paie cash en devenant otage de ses engagements hasardeux; conséquence d'une diplomatie émotionnelle agissant à tâtons.

L'adhésion de la RDC a été vendue au public avec un catalogue embelli des promesses dont aucune n'aura été tenue, jusqu'hier quand la délégation congolaise au sommet d'Arusha a subi un pitoyable revers.

On aura ainsi entendu, depuis le début, une rhétorique adhésienniste fondée sur des fausses prémisses : «L'adhé-

sion à l'EAC est la consécration d'une stratégie diplomatique orientée, dès les premières heures du quinquennat, vers les voisins de la RDC»; «Pourquoi nous battre encore pour la terre, l'EAC est désormais notre Nation commune»; «L'adhésion de la RDC à cette communauté était la réponse à une demande pressante des Congolais vivant à l'Est du pays où s'exercent d'intenses activités commerciales»; «La RDC a adhéré de bonne foi à l'EAC pour faciliter le commerce transfrontalier. Cette décision a été mûrement réfléchie».

Quant à la Force régionale, ses défenseurs n'ont pas tari d'explications dans une cacophonie hors du rationnel : «La Force régionale entrera par Bunagana pour neutraliser le M23»; «Les armées de l'EAC ont un man-



dat offensif», etc.

Et enfin, après la désillusion, les armées de l'EAC doivent partir.

QUE DIRE ?

En esquivant le sommet d'hier à Arusha et en y dépêchant ses ministres, le Président de la République a expressément évité d'être confronté aux conséquences logiques de ses ambiguïtés di-

plomatiques et de ses choix hasardeux qui auront plongé le pays dans une inextricable impasse dont il ne peut sortir par ses simples incantations. Le refus de proroger le mandat de la Force régionale n'est pas un acte patriotique. Loin de là. Il s'agit d'un caprice d'enfant, face à l'échec cuisant d'une ligne diplomatique bâtie sur les incohérences.

Eu regard aux modalités

de fonctionnement de l'EAC, sa Force régionale reste là et demeure. Elle ne va pas partir et ne sera pas non plus déguerpie, au 8 décembre 2023. D'où, l'impasse. Entre-temps, on parle de la SADC, qui serait en route. Pour combien de temps ? Avec quel mandat ? Et si ça ne marche pas avec la SADC, on fait comment ? On adhère à la CEDEAO, à la Ligue Arabe ou à l'Union Européenne, dans le cadre de la diplomatie agissante ?

Tel est pris qui croyait prendre. Qui trop embrasse, mal étirent.

Aujourd'hui, c'est le Congo qui perd, tête baissée, face à ses voisins qui s'en moquent. Il n'est pas sorti et ne sait pas sortir de l'EAC ni déloger sa force. En conséquence, la balkanisation est consacrée par celui-là même qui a pour rôle constitutionnel de défendre notre souveraineté et l'intégrité de notre territoire.

Claudel-André Lubaya
Député national, élu de Kananga

La présidentielle se joue aussi dans l'Est en proie aux combats

Depuis début octobre, des combats engageant des troupes au sol, de l'artillerie et des avions de chasse ont repris autour de la ville de Goma et dans les montagnes plus au nord.

Après Bunia, la capitale de l'Ituri, puis Aru et Mahagi, aux confins nord-est de la République démocratique du Congo, l'opposant et millionnaire Moïse Katumbi est arrivé jeudi à Goma pour un meeting électoral, alors que des combats ont lieu près de la ville. Il est l'un des 23 candidats en lice - trois l'ont ralliés ces derniers jours - pour l'élection présidentielle prévue le 20 décembre, et le premier à se rendre dans la capitale du Nord-Kivu, épicentre de violences et de crises humanitaires à répétition depuis près d'une trentaine d'années. La campagne se déroule dans un contexte politique et sécuritaire particulièrement tendu.

Des affrontements armés et des massacres ont lieu ces dernières semaines dans plusieurs territoires de l'Est du pays, dont certains habitants savent déjà qu'ils ne pourront pas voter, suite à l'annonce faite mi-novembre par le président Félix Tshisekedi sur France 24 et RFI après une contre-offensive militaire qui a fait long feu. Jeudi, à la tom-



Dans l'Est de la RDC, toujours en proie à la guerre, la campagne électorale reste tendue

bée du jour, quelques milliers de personnes se sont rassemblées dans un stade de Goma pour écouter le candidat Katumbi, homme d'affaires fortuné, patron du club de football renommé «*Tout Puissant Mazembe*» et ancien gouverneur (2007-2015) de la province minière du Katanga, poumon économique du pays.

Aux abords du stade, Zéphanie Mayolo, 33 ans, est venu «écouter le discours du candidat» pour voir «ce qu'il va apporter dans notre pays». Ce chauffeur de moto-taxi dit ne pas avoir encore choisi son favori mais demande à tous les prétendants «à la magistrature suprême» de «restaurer la sé-

curité dans notre pays et particulièrement dans notre province du Nord-Kivu».

Depuis début octobre, des combats engageant des troupes au sol, de l'artillerie et des avions de chasse ont repris autour de la ville de Goma et dans les montagnes plus au nord. D'un côté, l'armée congolaise, épaulée par des centaines de miliciens et deux sociétés militaires privées étrangères. De l'autre, la rébellion du M23, renforcée en hommes et en armes par le Rwanda voisin.

Le président rwandais «Paul Kagame envoie ici ses hommes pour tuer et massacrer sous l'oeil impuissant de la communauté internatio-

nale», dénonce Zéphanie Mayolo, entouré d'un groupe d'hommes qui acquiescent à chacun de ses propos. Des experts de l'ONU, ainsi que plusieurs pays occidentaux, dont la France et les Etats-unis, ont dénoncé depuis fin 2022 le soutien du Rwanda au M23. Depuis le retour en force des rebelles fin 2021, l'administration et l'armée congolaises se sont faites chasser par le M23 de pans entiers des territoires de Rutshuru et Masisi - où l'élection n'aura pas lieu, au nord de Goma.

L'ONU estime que plus d'un million de personnes ont fui les affrontements et l'avancée de la rébellion et des soldats rwandais. Plus au nord, dans la province de l'Ituri, où s'est rendu Moïse Katumbi la veille, c'est près d'1,7 million d'habitants qui ont fui leurs villages à cause de massacres perpétrés par différents groupes armés au cours des cinq dernières années.

«Cinq milliards de dollars!», c'est ce que promet Moïse Katumbi devant une foule enthousiaste pour créer «un fond spécial pour le Nord-Kivu et l'Ituri» et aider «les déplacés qui sont en train de mourir». «J'attends de Katumbi qu'il termine la guerre à l'Est», lance Gabriel Matofali, présent dans la

foule. «La paix, et l'évolution du pays», renchérit Evariste Subu Ngyo, un autre habitant de Goma.

La RDC est une des nations les plus pauvres au monde avec les deux tiers de sa population (autour de 100 millions d'habitants) qui vit avec moins de 2,15 dollars américains par jour. Le pays est pourtant régulièrement décrit comme un «scandale géologique», tant son sous-sol regorge de richesses (cuivre, cobalt, or, diamants, uranium, coltan, étain...).

«Nous avons tout ce qu'il faut ici», rassure Moïse Katumbi, debout sur une estrade installée pour l'occasion. «Nous n'allons plus importer!» Pendant près d'une demi-heure, en swahili (langue parlée dans l'Est de la RDC et certains pays d'Afrique de l'Est), le candidat a taclé, parfois verbeusement, le président Tshisekedi et le bilan de ses cinq années au pouvoir. Face au volcan Nyiragongo qui surplombe la ville, ancien fleuron du Parc des Virunga avant qu'il ne soit devenu inaccessible par la présence du M23 et de milices locales - et la dernière éruption de 2021 -, Moïse Katumbi veut faire rêver son public et promet qu'un jour «tous les touristes viendront ici, à Goma».

Avec l'expression (France)

Sahara marocain : les dimensions multiformes de développement du plan d'autonomie mises en avant à Séoul

Les dimensions multiformes de développement du plan d'autonomie présenté par le Maroc pour résoudre le différend artificiel créé autour de l'intégrité territoriale du Royaume, ont été mises en avant, lors d'un symposium international organisé vendredi à Séoul, capitale de la République de Corée.

Lors de cette rencontre, marquée par la participation d'ambassadeurs représentant différents pays, de chercheurs et de représentants de think-tanks coréens de renommée, l'accent a été mis sur le plan marocain comme modèle réussi en la matière dont la prééminence est consacrée dans les résolutions successives du Conseil de sécurité de l'ONU. Une prééminence qui ne cesse de se conforter sur les plans politique et diplomatique à la faveur d'une large adhésion internationale.

Placé sous le thème «l'autonomie en tant que relais de développement, une approche comparative», le symposium a été l'occasion de jeter la lumière sur le plan marocain d'autonomie et l'autonomie dans la province sud-coréenne de Jeju, en tant que modèles édifians, permettant à ces deux régions, l'une en Asie et l'autre en Afrique, d'accéder à des niveaux remarquables de développement tout en consolidant la paix et la stabilité régionales.

La rencontre a été également l'occasion de mettre en garde contre les risques insondables du séparatisme et de la balkanisation comme facteurs qui font le lit au chaos et à la sédition et s'inscrivent à rebours des aspirations légitimes des populations, où qu'elles soient au monde, au développement et au progrès.

Prenant la parole lors du symposium, l'ambassadeur du Maroc en République de Corée, Chafik Rachadi, a rappelé les liens de la Beia qui ont toujours existé entre les Souverains marocains et les tribus sahraoui.

Il a souligné que le plan d'autonomie marocain, présenté en 2007, s'est imposé non seulement comme base pour la paix, mais aussi comme rampe de lancement ayant positionné les provinces du sud du Royaume sur une trajectoire vertueuse de développement dans tous les domaines.

A la faveur de ce plan, les provinces du Sud se sont métamorphosées pour devenir un véritable hub économique et un espace de coopération et de stabilité géopolitique et de prospérité partagée, a dit M. Rachadi, relevant que le niveau de développement atteint par les provinces du sud renforce l'attrait de la région aux yeux des investisseurs nationaux et internationaux.

Sur le plan politique, ces provinces enregistrent le taux de participation le plus élevé lors des différentes consultations électorales organisées dans le Royaume, comme relevé par les observateurs internationaux qui suivent les élections au Maroc, a fait remarquer le diplomate.

Pour sa part, le Dr Kwaak Young Hoon, président de l'Asso-



ciation des Nations-Unies en République de Corée a passé au crible les principes d'autonomie et d'autodétermination.

Il a, d'emblée, tenu à souligner que l'expérience a montré que les options référendaires «ne sont plus prioritaires» dans ce domaine «au regard de leurs conséquences politique et sécuritaire néfastes sur les populations concernées contrairement aux solutions politiques négociées qui ont un impact positif sur l'intégrité et la stabilité nationales et régionales».

Le Dr. Kwaak a également mis en avant l'autonomie «en tant que mécanisme pour protéger la souveraineté des Etats». Il a relevé que «plusieurs facteurs géopolitiques ayant marqué les relations internationales depuis la fin de la guerre froide ont poussé l'op-

principe fondateur du droit international», a-t-il insisté.

Pour sa part, Mme Yoowon Kim, chercheuse à l'Institut des études africaines de Séoul, a souligné que le séparatisme «pose de graves menaces à la stabilité et la sécurité des pays ainsi qu'à leurs perspectives de développement».

La chercheuse a relevé que le séparatisme conduit aux troubles sociaux et au terrorisme et «prospère, dans la majorité des cas, sous l'impulsion du soutien externe».

«Pour motiver des partisans et mobiliser des ressources financières, les séparatistes ont toujours recouru au soutien externe», a dit Mme Kim, soulignant que l'autonomie demeure la stratégie la plus appropriée pour servir la paix et la stabilité.

Pour sa part, Abdellah Achach, chercheur en droit international, a passé en revue les différents éléments distinctifs du plan marocain d'autonomie, ainsi que les fondements qui ont fait que ce plan bénéficie d'un si large soutien de la communauté internationale.

Il a mis l'accent sur les différentes opportunités économiques qu'offre actuellement le Sahara marocain, notant que les efforts déployés, sous l'impulsion de SM le Roi Mohammed VI, pour impulser un développement tous azimuts sur l'ensemble du territoire national, dont les provinces du sud, positionne cette partie du Royaume comme passerelle notamment entre le Maroc et l'Europe via l'Océan Atlantique, et le Maroc et l'Afrique subsaharienne.

Avec MAP

Transition au Tchad : début de campagne pour un référendum constitutionnel

La campagne pour le référendum constitutionnel prévu le 17 décembre au Tchad s'est ouverte samedi, étape-clé vers des élections promises, puis repoussées à 2024, par la junte militaire au pouvoir depuis deux ans et demi.

La nouvelle Constitution proposée n'est pas très éloignée de la précédente qui concentrait déjà d'importants pouvoirs dans les mains du chef de l'Etat de ce vaste pays pauvre d'Afrique centrale.

Les partisans du oui, derrière le pouvoir, militent pour un Etat unitaire, et ceux du non prôchent pour le fédéralisme.

Mais au-delà de cette opposition, le vote dessine une forme de plébiscite selon l'opposition, des ONG et des politologues : pour ou contre le maintien, par des élections, du général Mahamat Idriss Déby Itno, président de transition, et la perpétuation d'une «dynastie» après 30 années de règne absolu de son père Idriss Déby Itno, tué en 2021.

Plus de 8,3 millions de Tchadiens, sur une population de 18 millions, seront invités à voter dans ce pays sahélien partagé entre un nord désertique et sa population musulmane qui domine le pouvoir depuis plus de 40 ans, et un sud plus fertile majoritairement peuplé de chrétiens et animistes.

Le Tchad était le deuxième pays le moins développé au Monde en 2022, selon l'Indice de Développement Humain (IDH) de l'ONU, et classé 167^{ème} sur 180 pays dans l'Indice de perception de la corruption de Transparency international.

ELECTIONS «LIBRES»

Le 20 avril 2021, une junte de 15 généraux proclame son chef, le général Mahamat Déby, 37 ans, Président de transition, à la mort de son père tué par des rebelles en se rendant sur le front.

Il promet aussitôt de rendre le pouvoir aux civils par des élections «libres» après une «transition» de 18 mois. Et de

ne pas s'y présenter.

Mais 18 mois plus tard, sur recommandation d'un «Dialogue national» boycotté par la grande majorité de l'opposition et les plus puissants groupes rebelles, Mahamat Déby prolonge de deux ans et s'autorise à participer à la future présidentielle, troquant au passage l'uniforme contre une tenue civile.

«Au-delà de la forme de l'Etat, l'enjeu principal (du référendum) est de permettre au pouvoir de tester sa popularité et sa légitimité, qui sera déterminée par le taux de participation», analyse pour l'AFP Issa Job, professeur de droit à l'université de N'Djamena.

«La forme de l'Etat n'est pas la priorité», renchérit l'ancien président de la Ligue Tchadienne des Droits de l'Homme (LTDH) Enock Djondang, pour qui «tous ceux qui rejettent ce régime ne peuvent que voter contre ce qu'il propose».

L'opposition la plus radicale, dont une partie des ténors se sont

exilés depuis la répression sanglante d'une manifestation le 20 octobre 2022, appelle au boycott de cette «mascarade».

Un «processus électoral solitaire» pour la «perpétuation d'un système dynastique», selon le Groupe de concertation des acteurs politiques (GCAP), plateforme d'une vingtaine de partis.

«MASSACRE»

Le 20 octobre 2022, entre une centaine et plus de 300 personnes, selon l'opposition et les ONG nationales et internationales, ont été tuées par balles par les policiers et militaires, essentiellement à N'Djamena, lors d'une manifestation pour protester contre la prolongation de deux ans au pouvoir de Mahamat Déby.

N'Djamena n'en reconnaît qu'une cinquantaine, dont six membres des forces de sécurité.

Jeudi, le pouvoir a amnistié «tous les civils et militaires» impliqués dans les «événements» du 20 octobre 2022, invoquant une «volonté de ré-

conciliation nationale». L'opposition, elle, s'est insurgée contre une loi d'amnistie générale destinée à «soustraire à la justice les policiers et militaires auteurs d'un massacre».

Toute manifestation hostile au pouvoir est systématiquement interdite depuis un an, à l'exception récente de celle de l'un des principaux opposants, Succès Masra, revenu d'exil après avoir signé un «accord de réconciliation» avec Mahamat Déby.

Le 13 octobre, l'ONG Human Rights Watch (HRW) s'est inquiétée de «tentatives de limiter la dissidence politique avant le référendum». «Pour qu'il ait une quelconque légitimité, les partis d'opposition et leurs dirigeants doivent se sentir libres de se réunir et faire campagne. Dans le cas contraire, le référendum risque d'être perçu comme un moyen de transformer le gouvernement de transition en un gouvernement permanent», a jugé l'ONG internationale.

Avec Le Point Afrique

Comme l'OMS, faut-il s'alarmer du rebond des infections respiratoires en Chine ?

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a demandé au gouvernement chinois des précisions sur le nombre de cas de maladies respiratoires, en particulier chez les enfants.

Les autorités chinoises ont admis une hausse des maladies respiratoires, quelques mois après l'abandon des mesures anti-Covid dans le pays d'origine de l'épidémie.

Mais les données manquent encore sur l'ampleur et la nature de ces infections. Soucieuse, l'OMS a demandé des précisions à Pékin, en particulier sur une bactérie, *Mycoplasma pneumoniae*.

Incitant à « ne pas paniquer », le médecin Anne Goffard, interrogée par 20 Minutes, rappelle qu'une « immunité collective anti-Covid » s'est construite en France, mais qu'il faut encore se faire vacciner contre la grippe.

Il flotte un air de déjà-vu au bureau chargé de la Chine à l'OMS. Près de quatre ans après l'apparition d'une « pneumonie virale », à l'origine de la pandémie de coronavirus, la Chine connaît une recrudescence des cas de maladies respiratoires. Assez pour pousser l'OMS, à l'époque accusée de laxisme, à mettre la pression sur Pékin pour obtenir des précisions. Que se passe-t-il donc en Chine ? Faut-il craindre un scénario Covid bis ? 20 Minutes fait le point avec Anne Goffard, virologue au CHU de Lille.

QUELLE EST LA SITUATION EN CHINE ?

Le 13 novembre, les autorités chinoises ont reconnu devant la presse une augmentation des maladies respiratoires dans le pays. Des médias chinois et le système de sur-

veillance mondial des maladies ProMED ont précisé mardi que des cas de pneumonie non confirmée chez des enfants circulaient dans le nord du pays. Selon les autorités chinoises, cette recrudescence de maladies respiratoires serait liée à l'abandon des mesures anti-Covid.

« En Chine, il y a eu des confinements très long et très stricts, durant lesquels la population n'a pas été confrontée aux infections virales », confirme le médecin Anne Goffard. Aussi, les Chinois ne sont « pas bien protégés contre le rhume et les infections de l'hiver » qui arrivent, avec une vague de froid qui frappe actuellement Pékin. Le problème, c'est qu'« on n'a pas de chiffres sur le nombre de cas, la mortalité, etc. », un scénario « habituel » pour la Chine. « C'est normal que l'OMS s'inquiète, on ne veut pas reproduire la situation de 2019 », raisonne la chercheuse, tout en incitant à « ne pas paniquer ».

QU'EST-CE QUE L'OMS A DEMANDÉ À LA CHINE ?

L'OMS indique avoir demandé à la Chine « des informations épidémiologiques et cliniques supplémentaires, ainsi que des résultats de laboratoire sur ces foyers signalés chez les enfants ». L'organisation « a également demandé des informations complémentaires sur les tendances récentes de la circulation d'agents pathogènes connus, notamment la grippe, le SARS-CoV-2, le VRS qui touche les nourrissons et *Mycoplasma pneumoniae*, ainsi



L'OMS inquiète d'une hausse de maladies respiratoires en Chine, demande à la population de se protéger.

que sur le degré d'engorgement du système de santé », précise encore le communiqué.

L'organisation basée à Genève recommande aussi à la population de respecter « des mesures visant à réduire le risque de maladie respiratoire ».

« Alors que l'OMS cherche à réunir ces informations supplémentaires, elle recommande à la population chinoise de suivre les mesures visant à réduire le risque de contracter des maladies respiratoires, c'est-à-dire de recevoir les vaccins recommandés, de rester à distance des personnes malades, de rester à la maison en cas de symptômes, de se faire dépister et de consulter un médecin au besoin, de porter un masque si nécessaire, de veiller à assurer une bonne ventilation, et de se laver régulièrement les mains », note l'OMS dans son communiqué.

FAUT-IL AVOIR PEUR D'UNE NOUVELLE ÉPIDÉMIE ?

Face au manque d'informations venues de Chine, les craintes sont compréhensi-

bles. Mais dans les pays occidentaux, « une immunité collective anti-Covid s'est construite », rassure Anne Goffard, là où la vaccination en Chine a été défaillante ou faite avec un vaccin « pas très efficace ». Un nouveau variant pourrait toujours émerger, mais la trajectoire des variants du Covid va vers une baisse des cas graves. « Surveillée chez nous », la grippe pourrait « circuler beaucoup en Chine cet hiver ». « Il est encore temps de se vacciner », urge le médecin, qui signale aussi qu'une épidémie de bronchite est en cours en France.

La nouveauté ne viendrait alors pas d'un virus mais d'une bactérie, *Mycoplasma pneumoniae*, observée en Chine. Parmi une foule de parents à l'hôpital de l'Institut de pédiatrie de Pékin ce jeudi, Zhou Yedong porte sa fille de 4 ans sur ses épaules : « Ma fille a une pneumonie liée à *Mycoplasma pneumoniae*. On ne l'envoie plus à l'école maternelle pour l'instant », explique-t-il à l'AFP. « Beaucoup de ses camarades de classe sont malades de ça en ce moment. »

La bactérie, qui cause des pneumonies chez les enfants, fait aussi l'objet d'une « alerte de Santé publique France », qui mène l'enquête pour vérifier si le nombre de cas est anormalement élevé. Dans tous les cas, « le port du masque, l'aération des locaux, la distanciation, ça marche aussi » pour lutter contre ces maladies, serine Anne Goffard.

Depuis la mi-octobre, une augmentation des cas de syndrome grippal a été signalée dans le nord de la Chine par rapport à la même période au cours des trois années précédentes. La Chine a mis en place des systèmes permettant de recueillir les données relatives aux tendances concernant la grippe, les syndromes grippaux, le VRS et le SARS-CoV-2, et fait remonter les informations vers des plateformes telles que le Système mondial de surveillance de la grippe et de riposte.

Le 22 novembre, l'OMS a demandé des informations épidémiologiques et cliniques supplémentaires ainsi que les résultats de laboratoire concernant ces foyers épidémiques signalés chez des enfants, dans le cadre du mécanisme du Règlement sanitaire international. L'OMS a également demandé plus de renseignements concernant les tendances récentes dans la circulation d'agents pathogènes connus, notamment la grippe, le SARS-CoV-2, le VRS et *mycoplasma pneumoniae*, ainsi que concernant les répercussions de la situation actuelle sur les systèmes de soins de santé. En outre, elle est en contact avec des cliniciens et des scientifiques dans le cadre de ses partenariats techniques et de ses réseaux en Chine.

Avec 20MINUTES.FR

La santé du Pape François inquiète de nouveau

En raison d'un léger état grippal, le pape a annulé ses audiences du samedi 25 novembre. Il devait notamment rencontrer le président de Guinée-Bissau. Cette annonce intervient à quelques jours d'un discours très attendu que le pape François doit donner à Dubaï lors de la COP 28.

Un « léger état grippal » et des audiences annulées : la santé du pape François vacille à nouveau alors qu'il doit participer à la Cop-28 à Dubaï. Les audiences du pape François prévues samedi dans la matinée ont été annulées à cause d'un « léger état grippal », a annoncé le Vatican



Le Pape François, place Saint-Pierre, le 20 septembre. © REUTERS / REUTERS

dans un bref communiqué.

« Les audiences du Saint Père prévues pour cette matinée ont été annulées à cause d'un léger état grippal », indique le communiqué.

Cette annonce intervient à une semaine de son voyage prévu à Dubaï où il doit participer à une conférence de l'ONU sur le climat.

Le pape François, qui a

fait de la défense de l'environnement l'un des piliers de son pontificat, doit prononcer un discours très attendu devant la COP 28 à Dubaï le 2 décembre. Il devrait y dénoncer l'inaction des pays concernés et les inciter à réduire de façon draconienne leurs émissions de gaz à effet de serre.

Le Vatican a publié dans l'après-midi un second bref communiqué indiquant que le pape avait été soumis à une « tomographie assistée par ordinateur », une technique d'imagerie médicale, « pour exclure le risque de complications pulmonaires ».

« L'examen a donné un résultat négatif » tranquilisant

les médecins du pape François qui est retourné à son domicile de la Cité du Vatican, précise le communiqué.

DES SPÉCULATIONS SUR UNE RENONCIATION

La santé du pape François s'est fragilisée ces derniers mois, l'obligeant à se déplacer en fauteuil roulant et alimentant les spéculations sur une renonciation, dans la lignée de son prédécesseur Benoît XVI.

Opéré du colon en 2021, le chef du 1,3 milliard de catholiques a connu deux nouvelles hospitalisations en 2023, dont une pour une opération de l'abdomen.

Avec AFP

Sous haute tension, Fally Ipupa réussit son show à la «Paris La Défense Arena»

L'artiste congolais a donné un énorme concert, samedi 25 novembre à la «Paris La Défense Arena». Plus de 400 forces de l'ordre ont été mobilisées dans la crainte d'incidents. A Paris, l'artiste a mis tout le monde d'accord, promettant à ses fans de se retrouver prochainement au stade de France pour le prochain défi.

ECONEWS

«Ça va très, très bien se passer ce soir !», scandait Fally Ipupa tout au long de long du concert. L'artiste congolais se voulait rassurant auprès de ses fans, car jamais un événement à la «Paris La Défense Arena» n'avait suscité autant de craintes de débordements.

Car il faut le dire, le dernier passage en France de Fally Ipupa s'était particulièrement mal passé. Son show de février 2020 à l'Accor Arena avait été émaillé de très violents incidents. Vivement contesté en raison de ses accointances alléguées avec le régime au pouvoir en RDC, des opposants avaient incendié plusieurs véhicules à proxi-

mité de la salle parisienne.

Particulièrement redouté par les autorités, plus de 400 policiers et gendarmes ont été mobilisés pour sécuriser les abords de la Paris La Défense Arena samedi soir. Cet impressionnant dispositif de sécurité a permis d'éviter des débordements, malgré deux appels à manifester dans le quartier d'affaires. Quinze individus ont d'ailleurs été interpellés.

Détesté par certains et adulé par beaucoup d'autres, le Congolais de 45 ans a réussi à remplir le temps d'une soirée la plus grande salle de spectacles d'Europe. Dans une Arena bouillonnante de quelques 40.000 spectateurs, «l'aigle» congolais a lancé son show coloré peu après 21 heures. Largement ovationné, Fally Ipupa a enchaîné durant plus de deux heures ses plus grands tubes dont «Migrant de rêves», «Seul amour», «Mayday» et



«Amore», accompagnés d'invités comme Dadju, Tay, SDM et Aya Nakamura,...

Non content d'avoir rempli la Paris La Défense Arena, le chanteur congolais a annoncé à la fin de son concert qu'il allait bientôt revenir en France. Et c'est tout simplement au Stade de France que l'artiste originaire de Kinshasa a donné rendez-vous à ses fans, sans pour autant

donner de date.

DES INTERPELLATIONS

Alors que le chanteur congolais Fally Ipupa se produisait, samedi 25 novembre à Paris, la préfecture de police, qui craignait des violences et avait pris plusieurs arrêtés, a déclaré avoir procédé à 12 interpellations aux abords de La Défense Arena. L'artiste était dans le viseur des oppo-

sants au régime congolais.

Pour la venue du chanteur congolais Fally Ipupa à Paris La Défense Arena, le samedi 25 novembre 2023, la préfecture de police redoutait des troubles à l'ordre public. En 2020, plusieurs incidents – avec des voitures incendiées – avaient éclaté dans la capitale en marge de l'un de ses concerts.

Des arrêtés avaient été pris ces derniers jours pour interdire deux manifestations, devant la salle du concert, rapporte BFMTV. L'artiste était en effet «vivement contesté en raison de ses accointances alléguées avec le régime au pouvoir en République Démocratique du Congo», précisait la préfecture de police.

Le représentant de la salle de concert avait déposé plainte.

Sur X (ex-Twitter), cette dernière déclare avoir procédé à douze interpellations et six verbalisations.

Ces dernières semaines, le représentant de la salle de concert avait reçu des appels et des messages de menace, indique Actu Paris. Ce dernier avait déposé plainte.

ECONEWS

Journal en ligne et Tri-hebdomadaire d'informations générales

Complexe Nzigi (ex-Muana Nteba),
Local n°50, Kinshasa/
Gombe
Tél : +243 81 904 17 63/
89 301 93 05
+ 243 903185670
E-mail :

kuediasala@gmail.com
www.econewsrdc.com
L'info qui fait échos

DIRECTEUR DE PUBLICATION
Faustin KUEDIASALA

RÉDACTEUR EN CHEF
Hugo TAMUSA

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
Florent N'LUNDA N'SILU

RÉDACTION GÉNÉRALE
Faustin KUEDIASALA
Hugo TAMUSA
Florent N'LUNDA N'SILU
Tighana MASIALA
Jonathan MUTADJIRI
Nana Kanku
A.T. MPUTU

COLLABORATEUR EXTÉRIEURS
Marc NZATE
Francis Mayuma

WEB MASTER
Tighana MASIALA

PRODUCTION
Michel MASUDI
+243 907314011

COMMERCIAL
John RUSHIMBA

INTENDANT GÉNÉRAL
René LOKOTA

Linafoot : première victoire de l'US Tshinkunku, Lupopo s'impose devant Sanga Balende.

NANA KANKU

Plusieurs stades de la République Démocratique du Congo ont vibré au rythme de la poursuite de la 29^{ème} édition de la division d'élite du championnat de la Ligue nationale de football (Linafoot).

A Kinshasa au stade Tata Raphaël, l'AC Rangers a fait jeu égal d'un but partout contre Dauphin Noir de Goma (1-1), dans une rencontre équilibrée entre les deux formations.

Les Académiciens, qui étaient à la recherche de trois dans cette rencontre, n'ont pas pu trouver le chemin de la victoire en vue de se positionner au classement pour poursuivre l'aventure dans l'étape de play off.

L'AC Rangers était le premier à ouvrir le score à la 18^e minute de jeu par Molia Lihozasia, avant que l'égalisation de Dauphin Noir à la 63^e minute de jeu.

Avec ce score de parité, Rangers totalise 11 points, alors que Dauphin Noir totalise 22 points en 13 sorties.

Le même dimanche 26 novembre 2023 à Lubum-



bashi, au stade Frédéric Kibassa Maliba, l'Union Sportive Tshinkunku de Kananga a enfin aligné sa première victoire du championnat face à la Jeunesse Sportive Groupe Bazano sur le score de trois buts à un (3-1). Une première victoire pour les Corbeaux kanangais depuis le début de championnat national.

Cette victoire permet à l'US Tshinkunku d'afficher 5 points pour 13 matchs joués.

En seconde explication, toujours à Lubumbashi, le FC Saint Éloi Lupopo a battu Sa Majesté Sanga Balende de Mbuji-Mayi sur le score étri-

d'un but à zéro (1-0). L'unique réalisation de la partie était l'œuvre de Jonathan Mokozzi de la tête, sur un bon corner du vétéran Patou Kabangu.

Les Cheminots de Lubumbashi totalisent ainsi 31 points en 12 journées et occupe provisoirement la tête du classement du Groupe A de la Linafoot, alors que Sanga Balende stagne avec 8 points avec le même nombre de matchs.

Bien avant, le samedi 25 novembre 2023 à Kinshasa, au stade Tata, Céleste de Mbandaka s'était incliné devant l'Etoile du Kivu (1-2).

Avec cette victoire, Etoile du Kivu est 6^{ème} dans le Groupe B avec 14 points en 11 matchs joués contre Céleste, 10^{ème} au classement provisoire avec 8 points en 11 matchs joués.

A Kolwezi, au stade Dominique Diur, Blessing Simba FC a été contraint à un nul vierge face à Don Bosco. Son principal rival de Kolwezi, Simba FC, s'est également retrouvé avec un nul d'un but partout.

NOUVELLE PELOUSE POUR LE STADE KIBASSA

La nouvelle pelouse synthétique du stade Frédéric Kibassa Maliba de Lubumbashi a reçu la certification de la Fédération internationale de football association (FIFA). La nouvelle a été confirmée, le 14 novembre 2023, dans la foulée de la réception de l'attestation officielle.

Cette pelouse, qui a été réalisée grâce à l'implication personnelle du gouverneur de la province du Haut-Katanga, Jacques Kyabula Katwe, est homologuée aux normes internationales.

Matata offre son bastion électoral du Maniema à Katumbi

Les élections du 20 décembre 2023, principalement la présidentielle, vont décider la force des alliances. Candidat à la présidentielle, Matata Ponyo Mapon, leader du LGD (Leadership et Gouvernance pour le Développement), s'est finalement rallié à Moïse Katumbi Chapwe, candidat n°3 sur la liste définitive de la CENI (Commission électorale nationale indépendante). Alors que Moïse Katumbi est annoncé ce mardi à Kindu, chef-lieu de la province du Maniema, Matata Ponyo, élu national de cette ville et

grand notable du Maniema, l'a précédé sur le terrain pour baliser le chemin. Le week-end, Matata a mobilisé tout Kindu. Natif de Kindu, Matata a trouvé le langage juste pour ramener tout Maniema dans le giron de Katumbi. Pari gagné, parce que ce mardi Katumbi va retrouver une ville totalement acquise à sa cause. Sur les terres de Kindu, Matata a offert tout le Maniema au candidat n°3. Arrêt sur images.

HUGO TAMUSA

Samedi 25 novembre, une effervescence sans précédent a secoué les abords de l'aéroport de la ville. La raison ? L'arrivée très attendue de Matata Ponyo Mapon, l'ancien Premier ministre, en vue de préparer l'arrivée de Moïse Katumbi, le candidat numéro 3 à la présidentielle, attendu dans les prochains jours à Kindu.

Une scène hors du commun s'est déroulée à l'atterrissage de l'avion qui le transportait : une marée humaine de partisans et militants du LGD et d'Ensemble a pris d'assaut les lieux, scandant des chants à la gloire de celui qu'ils appellent désormais, affectueusement «Jean-Baptiste». C'était une ambiance électrique, comme si l'air vibrait d'une énergie contagieuse.

C'est dans cet élan que Matata Ponyo a amorcé sa sortie de l'aéroport, accom-

pagné par une foule compacte. La marche à pied vers le centre-ville était un véritable péripète, traversant les rues animées par cette cohorte passionnée.

Devant La Tribune centrale, la demande spontanée de la foule était claire : un meeting sur place. Mais l'interdiction de l'autorité provinciale a dû annuler cette possibilité. Cependant, l'énergie et l'enthousiasme ne se sont pas éteints pour autant.

C'est alors que l'emblématique Place Mapon est devenue le théâtre des paroles tant attendues de Matata Ponyo. Un moment historique où la foule, assoiffée d'entendre son message, a pu enfin être satisfaite.

Kindu est tombé sous le charme de Moïse Katumbi, s'est félicité Matata sur son compte X (ex-twitter) : « Toute la population du Maniema est d'accord de vo-

ter à 100 % pour le candidat numéro 3, Moïse Katumbi. En tant que leader incontesté de toute la province, j'ai offert l'ensemble des voix du Maniema au numéro 3 qui est le candidat de l'évidence. Rendez-vous avec Moïse le mardi 28 novembre à Kindu ».

UN ATOUT POUR LE CANDIDAT N°3

Dans son allocution, Matata Ponyo a exhorté la population du Maniema à soutenir le ticket numéro 3, Moïse Katumbi. Un appel vibrant, porté par une conviction palpable, visant à unir les forces et à rallier un territoire natal à la cause de Katumbi.

Il a rappelé son attachement profond à sa région natale, soulignant l'importance de soutenir un candidat qui saura représenter les intérêts du Maniema au plus haut niveau de l'État.

Matata a également mis

en avant les réalisations de Katumbi en tant que gouverneur du Katanga, soulignant sa capacité à apporter un réel changement et à améliorer les conditions de vie des Congolais.

Sa voix, empreinte d'autorité et de conviction, a su galvaniser la foule, renforçant ainsi la position de Katumbi dans cette région stratégique.

En offrant son soutien et en mobilisant les foules pour le candidat n°3, Matata a clairement marqué son engagement en faveur du changement et de l'unité nationale.

Cette alliance entre Matata et Katumbi promet d'avoir un impact significatif sur l'issue de l'élection présidentielle, renforçant la position de Katumbi et consolidant son soutien dans le Maniema.

Effectivement, la présence de Matata aux côtés de Moïse Katumbi représente un atout majeur pour le candidat n°3. En tant qu'ancien

Premier ministre et ministre des Finances, Matata apporte une crédibilité et une expertise incontestables en matière de gouvernance et de gestion financière.

De plus, le fait que Matata soit originaire de Kindu renforce encore davantage sa position en tant que porte-parole influent dans cette région. Sa réputation d'homme de rigueur et de stabilité, notamment en ce qui concerne la gestion du franc congolais, lui confère une grande légitimité et une capacité à mobiliser les électeurs.

Ainsi, la combinaison de l'expérience politique et de la popularité locale de Matata fait de lui un atout indéniable pour la campagne de Moïse Katumbi à Kindu et au-delà. Sa voix porte non seulement en raison de sa stature politique, mais aussi en raison de sa connexion personnelle avec la population de la région.

